

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

Strasbourg, le 24/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERICHEBOURG (ex ESKA Minoterie)

10 rue de la Minoterie
BP 75
67000 Strasbourg

Références : 0006701018/GC/AC
Code AIOT : 0006701018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement DERICHEBOURG (ex ESKA Minoterie) implanté 10, rue de la Minoterie BP 75 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERICHEBOURG (ex ESKA Minoterie)
- 10, rue de la Minoterie BP 75 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006701018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA - Derichebourg exploite un centre de tri de métaux ferreux et non ferreux, de regroupement de batteries, d'accumulateurs au plomb et de DEEE. Des activités de cisaille et de chalumage de métaux ferreux et non ferreux sont également exercées sur le site.

L'installation relève du régime de l'autorisation préfectorale au titre des rubriques 2718 (regroupement de déchets contenant des substances dangereuses) et 2791 (traitement de déchets non dangereux) et de l'enregistrement pour la rubrique 2713 (tri de déchets de métaux non dangereux).

L'activité a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 juin 1975 et fonctionne au bénéfice des droits acquis.

Les installations sont également soumises aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 06 juin 18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

Prévention des risques d'incendie et prévention de la pollution

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la

préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de défense contre l'incendie (PDI)	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
2	Contenu du PDI	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
3	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
6	Étanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Sans objet
7	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu que l'exploitant justifie, dans un délai de 15 jours, de l'installation de dispositifs de détection et d'alarme incendie dans le bâtiment de tri ainsi que de la mise en place d'une réserve de sable (ou matériaux assimilés).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense contre l'incendie (PDI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La version 1 du 1^{er} juillet 2024 du plan de défense incendie a été présentée lors de la visite. L'exploitant a indiqué que celui-ci a fait l'objet de petites modifications depuis le mois de juillet et n'a donc pu être transmis aux services d'incendie et de secours que le 10 septembre 2024 par messagerie électronique. Une version papier du PDI est disponible dans un boîtier dédié à l'entrée du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Contenu du PDI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : (...) Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;

<ul style="list-style-type: none"> - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ; - le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a vérifié le contenu du PDI point par point. La version présentée lors de la visite ne mentionne pas les modalités de mise à disposition de l'état des matières stockées.</p> <p>L'exploitant a procédé à une mise à jour du PDI à l'issue de la visite et l'a transmis à l'inspection. Cette seconde version répond à la prescription. Suite aux observations de l'inspection, l'exploitant a complété le plan de localisation des zones de stockage : les substances dangereuses y sont désormais répertoriées et leur nature est indiquée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Maîtrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : (...) Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1^{er} juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice incendie a été réalisé le 16 avril 2024. Le compte rendu transmis à l'issue de la visite n'appelle pas l'inspection à formuler d'observation.</p> <p>Le personnel de l'exploitant est formé par un organisme extérieur pour la lutte contre l'incendie. Deux employés sont également sauveteurs secouristes du travail. Le suivi des formations a été transmis à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il distingue trois catégories de personnes extérieures : <ul style="list-style-type: none"> - Les particuliers : ils sont toujours accompagnés par le personnel de l'exploitant. - Les transporteurs : un protocole de sécurité est signé quotidiennement avec chaque conducteur dont l'intervention se limite à donner l'alerte au personnel de l'exploitant. - Les sous-traitants : un plan de prévention est établi pour chaque intervention. Le cas échéant, celui-ci est complété d'un permis feu. </p>

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Défense incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :
(...)

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Constats :

Les numéros des services de secours et les plans prescrits sont intégrés au plan de défense contre l'incendie.

Les extincteurs ont été vérifiés par un organisme extérieur le 17 avril 2024.

Le poteau incendie a été contrôlé le 18 juillet 2024.

Les rapports de ces vérifications ont été présentés.

Un bâtiment fermé est utilisé pour le tri de métaux apportés par les particuliers. Outre l'entreposage de déchets composés de métaux mais aussi de substances combustibles telle que des matières plastiques (fils électriques, circuits imprimés, ...), l'inspection constate que l'exploitant utilise des bacs en plastique pour réaliser les opérations de tri. Or, ce bâtiment est dépourvu de système de détection automatique et d'alarme incendie.

L'exploitant a présenté des devis visant à équiper le site d'une détection automatique et d'une transmission automatique d'alarme conformément aux dispositions de l'article 9 qui seront opposables à ces installations au 1^{er} janvier 2026.

En attendant l'installation de ces équipements, et suite aux observations de l'inspection, l'exploitant a transmis les éléments relatifs à l'installation de dispositifs répondant à la prescription.

Enfin, l'exploitant ne dispose pas d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés destinée à l'extinction d'incendie, mais il a fait part de son intention de mettre en place un big-bag de sable à cette fin.

Il est attendu que l'exploitant justifie, dans un délai de 15 jours, de l'installation de dispositifs de

détection et d'alarme incendie dans le bâtiment de tri ainsi que de la mise en place d'une réserve de sable (ou matériaux assimilés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cuves de carburants (gasoil/GNR) sont installées dans une enceinte bétonnée suffisamment dimensionnée pour contenir les liquides contenus dans les cuves.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de défaut manifeste d'étanchéité de cette rétention.</p> <p>Les récipients contenant d'autres fluides, tels que de l'huile hydraulique, sont placés sur des rétentions adaptées et dont le volume répond à la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Étanchéité des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de pollution
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et</p>

équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. (...)
Constats : Les sols des aires de stockages, de circulation et de manipulation des déchets sont bétonnés. Malgré leur ancienneté et la présence de traces d'usure, ces sols ne présentent toutefois pas de défaut manifeste d'étanchéité. Les éventuels effluents sont collectés et orientés vers le bassin de rétention, d'un volume de 421 m ³ , situé au nord du site. Une vanne permet d'y confiner les eaux polluées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de pollution
Prescription contrôlée : (...) <p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).(Applicable jusqu'au 31 décembre 2024)</p> <p>(...)</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>(...)</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : Les zones de stockages sont constituées de box dédiés, pour chacun d'eux, à un seul type de métal. Les quantités présentes sur le site sont suivies en temps réel par le système informatique d'exploitation sur la base des entrées/sorties. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de dépassement de la hauteur maximale de stockage. L'exploitant a d'ailleurs indiqué que, pour des raisons de coûts, l'exploitation est organisée de façon à minimiser les quantités présentes sur le site. Les déchets susceptibles de générer une pollution par contact des eaux pluviales sont stockés dans des box couverts en plastique.
Type de suites proposées : Sans suite